

*Le budget—M. Jelinek*

Il ne fait aucun doute que notre société est de plus en plus sensible aux attaques communistes, surtout parce que les chefs et les annonceurs de nouvelles chargés de nous signaler les dangers ne font pas leur devoir de crainte d'être qualifiés de «fanatiques partisans du McCarthisme» ou d'«anticommunistes professionnels». Le plus triste, c'est que ce pacifisme intellectuel s'est emparé des chefs syndicaux britanniques alors que leurs prédécesseurs avaient adopté une attitude ferme et courageuse contre les communistes qui menaient leurs activités tant dans les usines qu'au niveau de l'administration. C'est ce qui se passe au Canada.

Moi qui suis né dans un pays maintenant situé derrière le rideau de fer, et qui suis venu au Canada par amour de la liberté d'entreprise et de la liberté tout court, je puis dire que les communistes perfectionnent constamment leurs moyens d'écraser un pays. Ils sont prêts à utiliser les mêmes techniques qui ont abouti au coup d'État communiste de Tchécoslovaquie en 1948, par exemple. Vous pouvez vous rire de cette déclaration. Vous pouvez penser que Prague est bien loin d'ici, que le coup d'État a eu lieu il y a bien longtemps et que les choses ont bien changé depuis. Ce n'est pas si sûr. Les révolutionnaires essaient toujours de refaire la dernière révolution, tout comme les généraux tentent de combattre de nouveau les anciennes batailles. L'expérience de la Tchécoslovaquie et des autres pays dominés par les communistes est l'exemple classique de la façon dont un mouvement communiste qui, par des moyens pacifiques, a déjà su s'assurer une place prépondérante au sein du gouvernement et des syndicats ouvriers profite de son pouvoir pour éliminer les rivaux éventuels et s'emparer du pouvoir.

Nous les savons, c'est la formule qui a été appliquée récemment par le gouvernement marxiste du Chili, et qui est appliquée à l'heure actuelle en Italie et au Portugal. Ce sont des exemples qui servent de modèles même aux marxistes des pays comme le nôtre, pays que nous avons crus à l'abri des remous révolutionnaires, mais que l'apathie et l'incompréhension ne cessent d'affaiblir. Ne soyons pas naïfs au point de ne pas tenir compte des paroles de Jan Kozak, membre du secrétariat du parti communiste tchécoslovaque. Il a dit que ces pouvoirs, comme il les appelle—c'est-à-dire les communistes—se servent du parlement pour transférer tous les pouvoirs aux mains des travailleurs. Dans le jargon marxiste, il s'agit d'un transfert au pouvoir d'un nouvel État totalitaire. Il ajoute que tout marxiste qui a lu Lénine sait que le pouvoir au sein d'une société ne doit pas être remis en question à chaque élection. Le pouvoir doit se situer à chacun des échelons de la société, dans les syndicats ouvriers et les autres groupes de pression, dans le contrôle des media et de l'économie, dans les salles de classe et les salles de conférence. C'est une chose dont les hommes politiques doivent se rendre compte.

En tant que politiciens, nous ne pouvons croire toujours que la discussion en Chambre et au cabinet suffit. Car alors nous ne tarderons pas à découvrir que la maîtrise de notre économie, de nos media et de notre vie quotidienne passera aux mains de gens qui souhaitent notre destruction. Le plus souvent ce seront les Communistes qui s'acharneront à détruire notre pays.

Il est même plus important de savoir comment le communisme peut transformer les syndicats et les nouveaux comités de travailleurs en des officines révolutionnaires. A titre d'exemple, le parti communiste de la Grande-Bretagne ne compte que 30,000 membres et n'est pas représenté à la Chambre des communes; mais ce parti a profité de

procédés électoraux non démocratiques au sein des syndicats, ainsi que de l'apathie de la majorité silencieuse, pour obtenir le contrôle d'un bon dixième de tous les postes clefs dans les syndicats. L'extension du concept des ateliers fermés et la presse aideront à accélérer le glissement vers le collectivisme socialiste qui, éventuellement, pourrait rendre notre société semblable, sous bien des rapports, aux sociétés de l'Europe de l'Est. Bien entendu, cette même lente mainmise sur le pouvoir s'accomplit actuellement dans notre pays sous notre propre nez.

Les pays occidentaux libres traversent une période plus dangereuse que tout ce que nous avons connu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le monde communiste s'est remis en marche. Nous apprenons que la guerre froide qui peut sembler fort lointaine est une réalité vivante pour les hommes du Kremlin. La détente s'est avérée un échange à sens unique. Cela signifie, par exemple, que l'Ouest approuve le statu quo en Europe de l'Est, que le Canada fournit des céréales aux Russes, et, plus près de nous, l'octroi de crédits immenses, avec la bénédiction de notre gouvernement, à des taux d'intérêt seulement la moitié de ceux que nous devons payer lorsque nous empruntons sur le marché mondial. Il y a aussi lieu de mentionner ce qui a été fait à l'égard de Cuba et d'autres pays socialistes. La détente ne veut pas dire que le bloc soviétique a modifié en aucune manière ses grands objectifs. La détente ne veut même pas dire l'octroi de concessions économiques de valeur réelle pour le monde occidental. Certes, la détente ne signifie pas un ralentissement des activités d'espionnage et de subversion industrielle par les Soviétiques.

La véracité de mes observations devrait être évidente pour ceux qui suivent les allées et venues des chefs syndicaux de l'Ouest. Tout véritable syndicaliste du monde occidental qui a les yeux le moins ouvert devrait bien savoir que des hommes comme M. Shelepin, chef des travailleurs soviétiques, ou M. Karol Hoffman, à la tête des travailleurs tchèques, n'ont rien des leaders syndicaux et ne devraient pas être considérés comme tels. Ce sont des administrateurs du personnel, chargé, selon les termes du leader syndical hongrois, de veiller à «la discipline du travail et à la répartition planifiée de la main-d'œuvre» et d'appuyer les patrons de l'usine, dont le pouvoir autocratique ferait l'envie de tout industriel occidental.

Le droit de grève n'existe pas en Europe de l'Est, pas plus que le droit à la négociation collective, ou le droit, pour les syndiqués, d'élire leurs représentants, qui sont généralement des agents du parti ou des polices secrètes. Ceux qui essaient de se conduire en véritables syndicalistes reçoivent tout simplement le petit bout du bâton: les milliers de représentants et chefs syndicaux tchèques qui ont perdu leur emploi après l'invasion soviétique de 1968 en sont un bon exemple. Et pourtant, des leaders syndicaux de l'Ouest se sont présentés en foule pour se faire inviter à dîner par des agents de l'État policier qui se faisaient passer pour leurs homologues de l'Est.

Je le mentionne non seulement parce que cela constitue un exemple de la façon dont certains chefs syndicaux occidentaux renient les principes sociaux-démocrates, mais aussi parce que le monde communiste considère maintenant l'agitation syndicale comme un instrument important pour détruire les sociétés démocratiques. L'idéologue soviétique, M. Banglay, l'a dit bien clairement dans son article publié dans le journal syndical de Moscou *Trud*. Le 9 janvier 1975, il écrivait que «nous sommes en train de livrer la lutte idéologique conjointement avec les classes travaillantes des pays capitalistes». Il déclarait